

Bulletin UE-Haïti

#6 - octobre/décembre 2006



Un nouveau Chef de Délégation



Nous souhaitons la bienvenue à l'ambassadeur Francesco Gosetti Di Sturmeck, qui est arrivé dans le pays accompagné de sa femme Maxence, ce mois d'octobre. Il va prendre en charge la délégation de la Commission Européenne en république d'Haïti.

De nationalité italienne, M. Gosetti a une longue expérience de coopération à la Commission européenne, ayant déjà travaillé au Tchad, en Somalie, au Niger et en Mauritanie. Il était chef de délégation en République Centrafricaine et au Mali.

La Commission européenne alloue 10,2 millions d'euros à Haïti pour assainir les finances publiques

La Commission européenne a adopté un programme d'appui budgétaire direct et non ciblé d'un montant de 10,2M pour favoriser les réformes en Haïti et pour combler le déficit de l'exercice fiscal. Ce programme a été mis sur pied sur base du principe d'appui budgétaire d'urgence qui fût agréé lors de la Conférence Internationale des bailleurs de fonds de Bruxelles en Octobre 2005.

Cet appui budgétaire renforcera les efforts déjà en cours et planifiés par la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, la Banque Interaméricaine de Développement, le Canada et l'Espagne pour la mise en œuvre du programme macro-économique et financier du gouvernement.

Ce programme vise à contribuer aux objectifs généraux du gouvernement en vue de l'amélioration de la gouvernance, de la lutte contre la pauvreté et de la stabilité macro-économique.

Les principaux résultats escomptés sont : une contribution au meilleur fonctionnement du secteur public en vue de la meilleure fourniture de services aux usagers ; une contribution au financement du déficit budgétaire pour l'exercice fiscal en cours évitant ainsi la constitution d'arriérés de paiement supplémentaires et un renforcement de la bonne gestion des finances publiques.

Le document a été transmis au gouvernement haïtien pour la signature finale qui permettra le décaissement des fonds accordés.

D'une économie de subsistance à l'accès à des marchés formels

Professionaliser le secteur de la transformation des fruits en Haïti

La production de fruits devrait être une activité rentable pour les agriculteurs. Une quantité croissante de fruits est transformée en produits divers tels que confitures, jus ou liqueurs.

L'Asosyasyon Nasyonal Transformate Fwi (ANATRAF) est un réseau de 37 ateliers de transformation de fruits présent dans sept départements d'Haïti, qui cherche à mettre en place un système de coopération et d'échanges parmi les producteurs pour permettre de pénétrer le marché formel. Il s'agit d'améliorer la qualité et les méthodes de production de leurs produits transformés. Aujourd'hui, 600 producteurs bénéficient directement du soutien de l'ANATRAF.

Depuis décembre 2005 la Commission Européenne finance un projet, présenté par l'ONG française ACTED, d'«Appui à la filière de transformation de fruits en Haïti par la professionnalisation et le renforcement du rôle économique des membres du réseau ANATRAF». Ce projet, d'un montant de € 426 000, a une durée prévue de deux ans et est composé de plusieurs volets.

Il s'agit, d'accompagner le renforcement institutionnel de l'ANATRAF et de mettre en place une centrale d'achat pour les outils nécessaires à ces activités de transformation.

Par ailleurs, la formation et l'appui à l'amélioration de la qualité des produits et à leur commercialisation sont aussi proposés. Actuellement les produits des ateliers sont vendus principalement sur le marché informel et n'atteignent pas les standards de qualité nécessaires pour une vente à une plus grande échelle sur les marchés formels locaux et internationaux. Cet accès à ces marchés permettrait pourtant une augmentation substantielle des profits des producteurs. Pour accompagner cette professionnalisation, des formations sont aussi organisées dans les domaines de l'hygiène, de la qualité, de méthodes avancées de transformation de produits fruitiers, ainsi que la gestion comptable et le marketing. Ainsi, pendant le mois de septembre, 50 producteurs en provenance de 7 départements ont participé aux sessions de formation tenues au centre TUFF, un centre de formation du Ministère de l'Agriculture situé à la Vallée de Jacmel.

Le développement durable du pays passe nécessairement par une professionnalisation des techniques agricoles et par l'accès à des marchés rentables et stables.

Adieu Joël

Le 26 Août 2006, Joël DESSE, qui travaillait pour la Commission Européenne dans le programme d'appui au renforcement de la qualité de l'éducation (PARQE), est décédé subitement.

Il avait juste 48 ans et avait passé près de dix ans en Haïti sur des projets d'éducation dans le cadre de programmes de la coopération française puis de l'Union Européenne. Sa contribution à la réforme du secteur de l'éducation a été, à cet égard, exemplaire.

Haïti perd ainsi un ami fidèle, loyal et dynamique. C'est sous son impulsion décisive que les EFACAP (école fondamentale et centre d'appui pédagogique) ont été initiés et lancés, comme le rappelait le ministre de l'Education lors de la cérémonie religieuse. Son souvenir restera longtemps dans les mémoires puisque M. le Ministre Bienaimé a décidé de baptiser le premier EFACAP, à Hinche à son nom.

Par sa dévotion au pays et à son travail, par ses qualités humaines uniques et rares, son absence se fait cruellement sentir mais son engagement et son témoignage restent intensément porteurs d'espoir.

La Commission Européenne adresse toutes ses sincères condoléances à sa femme, Bénédicte et à ses trois enfants, Perrine, Manon et Antoine ainsi qu'à ses collègues du programme PARQE et à tous ses amis.



Elections Municipales
et Locales
3 décembre 2006

L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

En mars 2004 l'Union Européenne a alloué un montant de 500 millions d'euros pour stimuler la mise en oeuvre d'infrastructures pour l'eau et l'assainissement, et améliorer la gouvernance de l'eau et les pratiques de gestion intégrée des ressources en eau dans les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

Ce programme cadre, dénommé «Facilité ACP-UE pour l'Eau» est fondé sur l'appropriation; l'innovation et la flexibilité; la bonne gouvernance et la transparence.

La Facilité UE-ACP pour l'Eau vise à renforcer l'implication des acteurs dans l'élaboration et la mise en oeuvre des politiques de l'eau, pour un véritable engagement dans le développement de politiques nationales et vers une gestion efficace et moderne des ressources. Le premier appel à propositions a eu lieu en 2005. Environ 800 projets ont été reçus par la Commission Européenne de la part d'un grand nombre d'acteurs étatiques et non étatiques en provenance de tous les pays ACP.

Pour Haïti, six projets ont été retenus pour un montant total de € 7.150.000.

Les projets sélectionnés, qui viennent de démarrer et qui ont une durée prévue entre deux et quatre ans, sont les suivants :

- « Eau et assainissement dans les communes d'Aquin et de Saint Louis du Sud », mis en oeuvre par le GRET Haïti dans le département du Sud (montant financé par la CE: € 1,233,432)
- « Réhabilitation et renforcement des systèmes d'alimentation en eau potable dans la commune d'Anse Rouge », mis en oeuvre par la Croix-Rouge Française dans le département du Nord-Ouest (montant financé par la CE: € 450,824)
- « Accès à l'eau potable salubre pour les populations rurales de l'île de La Tortue » mis en oeuvre par l'association L'Appel dans le département du Haut du Nord-Ouest (montant financé par la CE: € 287,000)
- « Appui aux 6 réseaux côtiers des communes de St Louis du Nord et de Anse à Foleur » mis en oeuvre par ACF - Action Contre la Faim - dans le département du Nord-Ouest (montant financé par la CE: € 685,905)
- « Appui aux initiatives de la société civile pour un renforcement du secteur Eau et Assainissement dans la ville du Cap-Haïtien » mis en oeuvre par OXFAM GB dans le département du Nord (montant financé par la CE: € 3,000,000)
- Et enfin, «Water, sanitation & Health awareness project for vulnerable communities in Northern and central areas of the hispaniola Island» mis en oeuvre par IFRC dans le département du Nord-Est d'Haïti. Ceci est un projet régional réalisé aussi en République Dominicaine (montant financé par la CE: € 1,492,867)

Des nouvelles demandes pour Haïti, dans le cadre d'un second appel à proposition, sont en train d'être étudiées.



Exposition Humanitaire au Cap-Haïtien

Une exposition humanitaire s'est déroulée sur la place de la Cathédrale du Cap-Haïtien le mercredi 11 octobre à l'occasion de la 17ème "Journée Mondiale de la Réduction des Catastrophes", établie par les Nations Unies pour promouvoir une culture de préparation et réduction des risques de catastrophes.

L'événement, organisé par Oxfam GB en coopération avec la Direction de la Protection Civile et financé par la Commission européenne, avait comme objectif de sensibiliser les populations de la région et de faire connaître les projets de gestion locale du risque financés sur la ligne budgétaire européenne DIPECHO.

Des spectacles et démonstrations ont permis d'informer la population sur les réflexes et les comportements à adopter pour prévenir, réduire, se préparer et répondre efficacement aux risques et aux catastrophes.



Ainsi, des milliers de personnes, et tout particulièrement les écoliers, ont pu visiter les stands de la Direction de la Protection Civile et des trois Organisations Non Gouvernementales, Oxfam, Concern et la Croix Rouge impliquées sur cette problématique.



ISSN: NF-XD-06-006-FR-C

graphisme: Roberto Stephenson

Délégation de la Commission Européenne en République d'Haïti

Immeuble Hexagone – 5eme étage
angle rues Clerveaux et Darguin, Pétiyon Ville - Haïti
Téléphones : (509) 256-8471 & 72/ 256-8489 à 91
Fax : (509) 256-8473 & 93
Email: delegation-haiti@cec.eu.int
Site Web: www.delhti.cec.eu.int

